

# Après la Grèce, l'Angleterre, l'Espagne, les ÉU, voilà le Portugal

## Le rapprochement entre anciens et nouveaux réformismes

Note préliminaire :

*Dans un essai précédent<sup>1</sup>, j'avais questionné l'emprise délétère, sur la gauche radicale, du suffrage universel, récupéré par la démocratie bourgeoise, elle-même revivifiée par la contre-révolution stalinienne. Cette démocratie, dévoyée par la caste bureaucratique, use et abuse de la concurrence pour la survie envenimée par le néolibéralisme guerrier, de l'aliénation monétaire à laquelle plus rien n'échappe et de l'opinion publique médiatique. Dans ce cadre, j'avais tenté de comprendre ce que pourrait être un front uni contemporain animé par des partis anticapitalistes aux contours flous réinterprétant la tactique du parti de la rue et des urnes. J'avais appliqué cette tentative de cadre théorique au cas catalan-espagnol et à ceux Corbyn et Sanders sans oublier mon port d'attache, le Québec. Depuis ce temps a surgi le débat portugais dans le nouveau contexte des attentats de Paris.*

Dans un contexte de crise des réfugiés centrée sur l'Allemagne et maintenant de crise sécuritaire centrée sur la France et la Belgique, à la veille d'un sommet mondial sur le climat s'annonçant un échec masqué en succès diplomatique, le tremblement de terre Syriza provoque des répliques inattendues et variées chez la gauche, particulièrement européenne. L'échec électoral de l'Unité populaire grecque n'encourage pas la gauche de la gauche à prendre un chemin résolument anticapitaliste.

La boucherie de Paris, dans le sillage de celles impérialistes et fondamentalistes au Moyen-Orient et en Afrique, induit chez la gauche un réflexe de défense de la démocratie telle qu'elle est contre le couple morbide du néolibéralisme guerrier et d'un fascisme *suus generis*. Raison de plus pour s'interroger sur le contenu de cette démocratie et sur son influence auprès des anticapitalistes. Il n'y a cependant pas de doute que la démocratie bourgeoise entre dans une zone de turbulence pouvant enclencher une dynamique de non retour.

La gauche de la gauche cherche plutôt une route introuvable entre des partis réformistes radicaux qui coupent d'eau leur vin pour éviter leur *syrization* et des partis sociaux-libéraux qui s'ouvrent à gauche pour éviter leur *pasokisation*. La pointe actuelle de cette mue se trouve au Portugal. Même un parti sectaire comme le Parti communiste portugais se décontracte pour éviter la marginalisation de son compère grec. L'acceptation de l'hégémonie de l'oligarchie financière, qui par l'emprise de la dette bornera à la grecque les politiques de cet acoquinement, en annonce d'avance l'échec. Le Portugal n'est pas une exception.

Cette emprise est devenu mondiale. Comme le sous-titre *The Economist* dans un éditorial annoncé en couverture : « *D'abord l'Amérique, ensuite l'Europe. Maintenant la crise de la dette a atteint les marchés émergents.* » À sa manière, la revue souligne le rôle central de l'oligarchie financière : « *Dans les trois volumes de cette trilogie de la dette, le cycle commence avec le capital qui se déverse au-delà des frontières causant une baisse des taux d'intérêt et stimulant une croissance du crédit.* » Par saturation des capacités d'emprunter même à bas taux, « *...ce boom, aussi, tire à sa fin. [...] L'économie ouverte de l'Europe est une des plus exposées à un refroidissement de la demande des marchés émergents...* »<sup>2</sup>.

### L'endettement portugais est aussi handicapant que l'endettement grec

Tirant les leçons de la tragédie grecque, dont il fut un acteur comme dirigeant de Syriza puis d'Unité populaire, Stathis Kouvelakis défend la position que pour le nouveau gouvernement portugais sous gouverne « socialiste » soutenu de l'extérieur par le Bloc de gauche et par le Parti communiste, après une intermède désespérée d'une coalition minoritaire de droite aussitôt renversée, il est « *tout simplement impossible de voir comment ne serait-ce qu'un "relâchement" de l'austérité peut se mettre en place sans s'attaquer de front au problème de*

1 Voir mon site, [Le prolétariat: encore en mesure de renverser le capitalisme?](#), 1/10/15

2 The Economist, [The never-ending story](#) (leader), 14/11/15, ma traduction

la dette... »<sup>3</sup>. D'ajouter en éditorial le Comité d'annulation de la dette du tiers monde (CADTM) : « *C'est un peu comme si, dans un autre contexte, l'expérience grecque se répétait...* »<sup>4</sup> D'autant plus que la rue n'est pas pour l'instant au rendez-vous au Portugal.

Catherine Samary lui objecte que le Portugal n'étant pas la Grèce, « *le ratio de la dette du Portugal au PIB est plus faible que l'Italie, proche de la Belgique et n'implique pas une soumission actuelle au mécanisme européen de stabilité (MES)...* »<sup>5</sup> ce qui permettrait à ce gouvernement des gauches de mettre un baume sur les souffrances populaires tout en contribuant à enclencher une lutte pan-européenne contre la dette sur la base de son audit.

Certes, à s'être auto-administrée un remède de cheval en termes de baisse de salaire et de chômage massif, l'économie portugaise a retrouvé un relatif et précaire équilibre macro-économique et est redevenue compétitive, ce qui lui a permis de se libérer de la tutelle de la troïka<sup>6</sup>. Toutefois, l'état de la dette portugaise n'a rien d'idyllique :

*Effet mécanique de la purge qui a fait plonger la croissance, la dette publique est passée de 83,6% du PIB en 2009 à 130,2% en 2014. Un chiffre inférieur à celui de la Grèce certes... mais auquel il faut ajouter le poids de la dette privée qui, elle, est nettement supérieure à celle d'Athènes. Elle atteint les 237% du PIB en 2015...*

*Résultat, «le Portugal est en effet l'un des pays de l'Union où l'endettement total est le plus lourd», note Alternatives Economiques: 486% du PIB en ajoutant dettes publiques, dettes des ménages et dettes du secteur privé. Pour exemple, la dette totale de la Grèce est de 364% du PIB.*

«Ce niveau est intenable à moyen terme, surtout avec une croissance moyenne de 1,5% du PIB», précise Romaric Godin dans La Tribune qui ajoute: «Ceci signifie que le Portugal est en équilibre instable. Il est un pays vulnérable à un choc externe ou à un ralentissement de la croissance, mais aussi sur un chemin qui, à moyen terme, est intenable par ses propres forces.»<sup>7</sup>

Un peu plus de la moitié de la dette totale portugaise est extérieure, soit environ 250% de son PIB<sup>8</sup>. Ce n'est donc pas parce que l'oligarchie financière ne peut pas momentanément utiliser l'outil de la troïka qu'elle n'a pas d'autres flèches dans son carquois. Il suffirait d'un ralentissement de la croissance, qu'annonce la fin de l'expansion débridée des économies émergentes, ou provoqué en sous main par des mouvements de capitaux, pour que la troïka soit de retour. L'argument de Stathis Kouvelakis tient solidement la route.

## **L'aveuglement électoraliste prétendant vouloir soulager la misère**

Catherine Samary rétorque à Stathis Kouvelakis que son argument du « *chantage permanent qui consistait à dire "oseriez-vous renverser le gouvernement de gauche, le premier du genre (et la nouveauté de la configuration vaut également pour le Portugal) de ce pays ?" » n'est pas valable « en dehors d'une situation clairement révolutionnaire » faite de « compromis acceptables » pour finalement lui dire d'aller se rhabiller (« ...un jugement émis de l'extérieur – sans être sans intérêt – est pour le moins à relativiser. ») Peut-on lui faire remarquer qu'elle aussi se prononce sur la situation grecque de l'extérieur ! Depuis quand des anticapitalistes doivent-ils pactiser avec des partis sociaux-libéraux afin de soutenir leurs gouvernements ? C'est pour le moins une affaire d'analyse concrète de cas concret pour laquelle une opinion de l'extérieur peut être fort utile surtout quand on se réclame de l'internationalisme.*

Que ce soit en termes de forces économiques et de taille démographique, et de dettes, le Portugal n'est pas mieux foutu que la Grèce. Tous les deux sont dans la zone euro. On ne voit pas pourquoi le Portugal serait traité différemment de la Grèce. On ne va pas ici revenir sur l'analyse de la tragédie grecque sauf à conclure à la suite de Stathis Kouvelakis que

3 Stathis Kouvelakis, [Vu de Grèce : peser les risques – Quelques réflexions sur la situation au Portugal](#), Facebook de l'auteur, Traduction Agatha, par ESSF, 8/11/15

4 CADTM, Bulletin électronique, [Éditorial du 17/11/15](#)

5 Catherine Samary, [Grèce, Portugal, Union européenne : Pesons là où se prennent les décisions stratégiques – Réflexions sur les réflexions de Stathis Kouvelakis et sur les possibles](#), ESSF, 10/11/15

6 Claire Guélaud, [Au Portugal, la reprise est là, mais fragile, et le chômage reste élevé](#), Le Monde, 19/05/15

7 Pierre Magnan, [Le Portugal vote alors que son économie n'est pas loin de celle de la Grèce](#), Francetvinfo, 3/10/15

8 Trading Economics, [Dette extérieure du Portugal](#), deuxième trimestres 2015 (la donnée du troisième trimestre est manifestement erronée à cause d'une erreur d'entrée) et France diplomatie, [Présentation du Portugal](#), PIB 2013

« *l'expérience grecque a également démontré qu'entre une confrontation à grande échelle et la capitulation il n'y a pas de voie intermédiaire* » même par rapport à « *...un programme très modéré tel que le "programme de Thessalonique"* ». Si cédant à l'opinion publique, en toute connaissance de cause, les anticapitalistes portugais se mettent à la remorque d'un gouvernement social-libéral aux abois prêt à leur promettre mers et mondes pour mettre la main dans le sac, ils en paieront le prix. Si en plus leurs économistes élaborent de chimériques plans de restructuration de la dette<sup>9</sup> au lieu d'œuvrer à s'en libérer quitte à passer par un moratoire le temps de faire un audit, c'est qu'ils font fi du rejet systématique par l'oligarchie financière de toutes les propositions faites en ce sens par le gouvernement Syriza.

Certes, une rude bataille pour se débarrasser de la dette pourrait aboutir à une restructuration plus ou moins profonde. Ainsi va la lutte de classe au gré des rapports de forces. Et plus il y aura une mobilisation nationale et pan-européenne, meilleurs seront-ils. La participation, même en soutien extérieur, au nouveau gouvernement social-libéral portugais est-elle susceptible d'améliorer ce rapport de forces ? La tragédie grecque, pertinente pour le Portugal, enseigne qu'un gouvernement quémendant une restructuration pour avoir les moyens d'atténuer l'austérité aboutira dans le mur de l'intransigeance. Il en sortira brisé, même s'il peut garder le soutien de l'électorat comme le moins pire des mauvais larrons, tout comme ses alliés proches ou lointains en sortiront discrédités de par leur association avec lui.

### **Marcher sur la corde raide en vue de pouvoir irriguer la plaine le temps venu**

L'alternative est-elle le néant politique ? Au-delà du court horizon parlementaire, à ne pas oublier mais limité, s'étend le vaste foisonnement du terreau social et politique. Engraissé par la cruauté de l'austérité y poussent tant les plantes anciennes mais oubliées de l'entraide et du soutien, à idéologie variable, souvent religieuse ou humaniste, rarement politique, et des arbres nouveaux jamais vus de rassemblement contestataire ou de pratique alternative marqués d'idéologie pure et confuse à la mobilisation pour une cause ou un projet pointu (*single issue*) parfois éphémères. Ces regroupements, stimulés par les réseaux sociaux et les nouveaux lieux de rencontre, correspondent de moins en moins à des milieux délimités à l'ancienne. Toutefois, ceux-ci, les milieux syndical et partidaire par exemple, restent cruciaux et déterminants comme l'ont démontré, tant en creux qu'en pointe, les soulèvements tunisien, égyptien et grec.

En découle la tentation du laisser-faire politique misant sur la spontanéité des « multitudes ». La contre-partie de cette démission politique, en dehors de la voix propagandiste qui crie dans le désert, résulte en « socialisme parlementaire » qui va jusqu'à l'absurdité du parti qui mobilise contre lui-même quand il atteint le niveau de la participation gouvernementale, tel Syriza lors de la récente grève générale d'une journée. Le défi réside en la construction de partis anticapitalistes connus et respectés de la masse militante... tout en résistant à la tentation de construire des partis de masse en dehors des périodes (pré-)révolutionnaires ce qui en ferait le jouet de chefs dit charismatiques portés par les monopoles médiatiques en mesure de manipuler la majorité non militante des membres. Ainsi ces partis pourront-ils décoller quand surgiront des printemps arabes ou érables<sup>10</sup> lesquels ont jusqu'ici échouer faute de direction politique anticapitaliste ayant franchi le seuil de la crédibilité. C'est là marcher sur la corde raide mais historiquement il en a toujours été ainsi.

Marc Bonhomme, 25 novembre 2015

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

---

9 Daniel Munevar, [Commentaires sur le projet de restructuration portugaise](#), CADTM, 27/10/15

10 Québec solidaire est en ce moment un contre-exemple. Le dernier sondage montre un appui populaire au Front commun du secteur public dans sa partie de bras de fer contre le gouvernement mais Québec solidaire, toujours selon le même sondage, n'en bénéficie pas électoralement (Guillaume Bourgault-Côté, [Sondage Léger-Le Devoir-Le JdeM](#), Le Devoir, 21/11/15). À part dénoncer la mauvaise foi du gouvernement et appuyer la direction du Front commun, le parti reste passif évitant toute invitation à la grève générale ou sociale alors que trois jours de grève générale avait été votés à la base puis ont été annulés par la direction du Front commun. (La bonne performance du parti dans un comté montréalais lors des élections partielles du début novembre, contrairement aux trois autres comtés en jeu, n'était dû qu'à la possibilité du parti d'y mobiliser sa nombreuse base militante montréalaise pour faire « sortir » sa base électorale dans un contexte d'un très bas taux de participation.)